



Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

64 | 2015

Enquêter en terrains difficiles

Terrains inaccessibles

Faire de l'anthropologie dans la tourmente politique malienne

Sten Hagberg et Gabriella Körling



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3929>

DOI : 10.4000/civilisations.3929

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 22 décembre 2015

Pagination : 141-152

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Sten Hagberg et Gabriella Körling, « Terrains inaccessibles », *Civilisations* [En ligne], 64 | 2015, mis en ligne le 30 décembre 2018, consulté le 03 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3929> ; DOI : 10.4000/civilisations.3929

© Tous droits réservés

Terrains inaccessibles

Faire de l'anthropologie dans la tourmente politique malienne

Sten HAGBERG et Gabriella KÖRLING

Résumé : Dans cet article nous nous intéressons à ce qui arrive au chercheur quand le terrain devient inaccessible pour l'enquête ethnographique. L'article s'appuie sur une recherche comparative sur l'opposition sociopolitique dans les communes au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Au Mali, notre recherche sur les politiques municipales avait commencé en octobre 2011 et aurait dû se poursuivre les années suivantes. Mais avec le coup d'Etat du 22 mars 2012 qui plonge le Mali dans la crise violente socio-politique et sécuritaire, notre enquête de terrain dut être suspendue. C'est ainsi que notre article interroge la manière dont, malgré tout, nous avons fait de l'anthropologie sur des terrains devenus inaccessibles à cause du bouleversement politique malien. Nous développons des exemples sur la manière dont nous avons analysé les débats médiatiques, dirigé des études de cas à distance et dialogué avec les Maliens impliqués dans les réseaux sociaux afin de poursuivre la recherche tout en étant empêchés d'aller sur les terrains en question. Aussi surprenant que cela puisse paraître, nous pensons que ces terrains inaccessibles nous ont obligés, concrètement et pratiquement, à trouver d'autres sortes d'éclairages empiriques. Nous discutons tout particulièrement la manière dont l'analyse anthropologique des termes du débat public malien éclaire de manière pertinente les représentations et les stéréotypes qui traversent les discours politiques locaux dans le pays. Nous pensons que nos rapports aux terrains inaccessibles révèlent quelque chose d'important sur nos interprétations du terrain et des relations d'enquête.

Mots-clés : Mali, terrain, méthodologie, conflit

Abstract: In this article we focus on what happens to researchers when the field becomes inaccessible for ethnographic fieldwork. This paper is based on ongoing comparative research on sociopolitical opposition in municipalities of Burkina Faso, Mali and Niger. In Mali fieldwork on municipal politics began in two field sites in October 2011 with the intention to pursue research there over the coming years. Yet with the coup d'état on 22 March 2012 that plunged Mali into a violent socio-political and security crisis, our fieldwork in the two municipalities had to be postponed. The article thus addresses the manner in which we, despite everything, pursued anthropological research faced with an inaccessible terrain due to the political upheaval in Mali. We elaborate examples of how we have analyzed media debates, monitored case-studies at a distance, and dialogued with Malian stakeholders in social media as to pursue research despite being unable to enter the specific field settings. Interestingly, we do think that such inaccessible fields have, concretely and practically, obliged us to get other kinds of empirical insights. In the paper, we particularly discuss the extent to which the anthropological study of Malian public debate offers valuable insights into representations and stereotypes that resonate with local discourses in the country. It is our contention that our handling of inaccessible fields does say something significant about anthropological understandings of field and fieldwork relations.

Keywords: Mali, fieldwork, methodology, conflict.

Dans cet article, notre propos est de discuter les dilemmes auxquels sont confrontés les anthropologues quand le terrain devient inaccessible à l'observation directe¹. Il s'appuie sur une recherche comparative sur l'opposition sociopolitique dans les communes urbaines et rurales du Burkina Faso, du Mali et du Niger. En octobre 2011, nous avons commencé une enquête de terrain sur la politique municipale dans deux communes maliennes avec l'intention de la poursuivre pendant les années suivantes. Mais avec le coup d'Etat du 22 mars 2012 qui plongea le Mali dans une tourmente de guerre et de violence et qui conduisit, de facto, à la partition du pays, nos enquêtes dans ces deux communes durent être suspendues.

En tant que chercheurs, nous fûmes bientôt sollicités par les médias et les revues scientifiques pour commenter et analyser les perspectives du pays. En tant qu'anthropologues, nous nous sommes d'abord sentis mal à l'aise face à cette demande de conduire une analyse « à distance », d'autant plus que nous ne pouvions nous appuyer que sur une enquête de terrain limitée. Cependant, nous réalismes rapidement que la demande de commentaires sur la crise malienne découvrait un champ d'intérêt et un mode d'analyse entièrement nouveaux. L'inaccessibilité du terrain nous obligeait à considérer d'autres types de matériaux empiriques qui, malgré leurs limites évidentes, ont permis de nouvelles interprétations. En conséquence de quoi, nous considérons que le fait d'être confronté à l'impossibilité d'accéder au terrain conduit à s'interroger sur les conceptions anthropologiques conventionnelles du « terrain » et des « relations d'enquête », entre autres, celle de considérer automatiquement l'enquête de terrain comme seule source légitime d'information ou celle de réduire la discipline anthropologique à la méthode de l'observation participante.

Nombre d'anthropologues ont discuté différents aspects de la relation entre le terrain et la violence. Parmi ces travaux, un ouvrage important est la collection d'essais *Anthropology under fire : Contemporary studies of violence and culture* (Nordstrom et Robben, 1997) centrée sur les aspects épistémologiques comme l'expérience de violence vécue par les personnes enquêtées ou par le chercheur. D'autres se sont concentrés sur les implications d'une recherche conduite en terrain dangereux, sur les stratégies d'enquête, comme la nécessité de négocier et adapter les méthodes et l'éthique (Kovats-Bernat, 2002). D'autres encore ont mis en avant l'analyse ethnographique de la vie des gens durant et après une situation de conflit (Richards, 2005). Deux bulletins de l'APAD thématiques ont été consacrés à la violence endémique (Abéga, 2003) et aux violences sociales et exclusions (Boujou et de Bruijn, 2008). Toutes ces études sont centrées sur l'ethnographie de la violence et du conflit, et la manière d'affronter des situations dangereuses sur des terrains parfois inaccessibles. Dans cet article, cependant, notre intention est de discuter de stratégies de recherche alternatives quand on choisit de ne pas retourner sur le terrain à cause des conditions de sécurité

1 Cet article est le produit d'un dialogue continu avec l'équipe de recherche. Les assistants de recherche maliens (tous étudiants en anthropologie à l'Institut Supérieur de Recherche Appliquée, ISFRA, Université de Bamako) sont Bintou Koné, N'gna Traoré et Bassidy Dembélé auxquels nous témoignons ici notre reconnaissance. Nous remercions aussi nos interlocuteurs des municipalités de Kiban et Kalaban-coro ainsi que l'Institut de recherche Point Sud qui nous a fourni les appuis institutionnels pour notre recherche au Mali. La traduction de ce texte d'anglais en français a été faite par notre cher collègue Jacky Bouju, à qui nous disons merci !

consécutives à une crise ou à un conflit sociopolitique. En d'autres termes, notre article prend au sérieux l'option qui consiste à poursuivre une recherche anthropologique malgré un terrain devenu inaccessible, de sorte à explorer la manière dont « le terrain » peut être redéfini en ouvrant sur des conceptions méthodologiques nouvelles. Bien que nous n'ayons aucunement l'ambition de contribuer à la critique postmoderniste de la manière dont les anthropologues construisent « le terrain », nous affirmons que la situation d'inaccessibilité doit nous inciter à réfléchir de manière innovante à de nouvelles manières de construire les matériaux ethnographiques.

Nous développons notre argument en trois parties. Dans la première partie, nous rapportons comment nous avons résolu le dilemme posé par les demandes d'analyse de la situation – alors que nous n'avons pas de données ethnographiques de première main sur le conflit malien – en choisissant d'analyser les médias nationaux et le débat public ayant suivi le coup d'Etat. L'analyse anthropologique systématique des données du débat public fit apparaître d'intéressantes interprétations de la circulation des représentations et des stéréotypes au Mali, nous conduisant à réfléchir sur les dynamiques politiques nationales. Dans la seconde partie du texte, nous analysons nos stratégies de recherche à la fois en termes d'aspects pratiques du terrain et en termes de reconceptualisation partielle de l'étude en fonction de l'étendue de la crise politique. Dans la troisième partie, à la lumière de nos expériences anthropologiques dans la tourmente politique malienne, nous examinons le problème posé par le fait de considérer l'enquête de terrain comme seule autorité représentative de la production du savoir anthropologique.

L'analyse du discours public au milieu de la tourmente politique

Le projet de recherche en question est une recherche comparative d'une durée de trois ans sur les politiques municipales au Niger, au Burkina Faso et au Mali². En menant une étude comparative de la pratique politique dans quelques municipalités, nous cherchons à comprendre les expressions et les articulations de l'opposition sociopolitique. Nous considérons la notion « d'opposition sociopolitique » comme l'ensemble des processus politiques formels, les mouvements sociaux, les interventions de développement et les résistances et protestations quotidiennes. Cette conception large de l'opposition sociopolitique est motivée par le fait que malgré deux décennies de démocratisation, l'opposition politique formelle demeure faible en Afrique de l'Ouest. Dès lors, il nous semble nécessaire d'élargir le concept d'opposition pour inclure les modes formels et informels, tant organisés que spontanés, de l'action collective. Méthodologiquement, l'enquête est conduite dans des communes urbaines et rurales des trois pays et centrée sur les processus politiques formels, les investissements de développement et d'infrastructures et la contestation populaire. Nous nous centrons sur la municipalité (1) comme une arène dans laquelle des acteurs hétérogènes interviennent avec des ressources locales ou non ; (2) comme un espace public dans lequel les agents de l'Etat et les représentants des citoyens interagissent avec des normes multiples d'accès

2 Le projet de recherche s'intitule *Spheres of opposition ? Democratic culture and local development in West African municipalities*. Il est financé par l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (voir <<http://www.anthro.uu.se/en/cultural-anthropology/research/projects/spheres-of-opposition/>>).

aux biens et aux services publics ; et (3) comme un lieu d'imagination politique, de représentation culturelle et de signification symbolique (Hagberg, 2009 ; voir aussi Olivier de Sardan, 2005).

Comme annoncé en introduction, l'enquête de terrain au Mali dans les communes de Kalaban-coro et Kiban commença en octobre 2011 avec l'objectif de revenir à intervalles réguliers, comme au Niger et au Burkina Faso, pour suivre les développements dans chacune des communes³. L'enquête avait été planifiée pour se dérouler pendant les élections qui étaient supposées marquer la fin de la présidence d'Amadou Toumani Touré (surnommé ATT). L'éclatement de la violence dans le nord en janvier 2012 rendit les élections incertaines et le coup d'Etat du 22 mars 2012 mit un terme temporaire à toute mission d'enquête de terrain au Mali dans un futur proche. Le coup d'Etat propulsa le pays sur la scène des médias internationaux. Le Mali avait souvent été décrit comme une « success story » démocratique en Afrique – contrairement, il faut le dire, aux perceptions de la majorité des citoyens maliens – et pour beaucoup, le coup d'Etat et l'instabilité grandissante furent une surprise. Il y eut tout d'un coup une demande importante d'analyse et d'explication de la crise. Les jours suivant le coup d'Etat on nous demanda d'intervenir dans le débat public pour donner des explications sur ce qui devint rapidement « la crise malienne »⁴. Comme beaucoup d'autres collègues travaillant dans le pays, les demandes d'information et d'analyse signifiaient que nous devions répondre, car, pour une fois, le Sahel devenait un sujet d'attention pour les journalistes et les agences de presse⁵.

Etant dans l'incapacité d'aller sur le terrain, nous suivions de près, mais à distance, les événements via internet, les réseaux sociaux et les analyses d'experts du Mali. Les éditeurs d'une revue scientifique nous demandèrent aussi un article de commentaires sur la crise malienne. En l'absence de données de terrain actualisées à ce sujet, nous choisîmes d'analyser le débat public à travers l'étude des journaux maliens accessibles sur internet et de diverses déclarations publiques suivant le coup d'Etat. Nous nous intéressâmes à la manière dont la classe politique malienne, la communauté internationale, et la partition *de facto* du pays après la prise du nord par les mouvements touareg et islamiques étaient discutés dans le débat public afin de faire surgir les principales représentations et stéréotypes dans les mois qui suivirent le coup d'Etat. L'intérêt porté aux débats nationaux était important, d'autant que ceux-ci sont rarement pris en compte dans les rapports et les analyses des médias internationaux. En même temps, il était nécessaire de contextualiser non seulement le débat national mais aussi le délitement rapide de l'Etat malien et les querelles des partis politiques à Bamako.

3 La sélection de ces communes était fondée sur le besoin d'avoir une municipalité rurale et une périurbaine. Le choix final de Kalaban-coro et Kiban était guidé par le fait que les problèmes rencontrés dans ces sites étaient communs à de nombreuses municipalités et aussi parce que des enquêtes antérieures y avaient été conduites (voir Hagberg *et al.*, 2009).

4 Hagberg a été interviewé à la radio et à la télévision suédoises à plusieurs occasions (Sveriges Radio, 23 mars 2012, 22 août 2012, 14 et 29 janvier 2013, et 29 juillet 2013). On lui demanda aussi de faire des commentaires dans les journaux suédois. En juin 2012, Körling présenta un papier à la conférence sur Les répercussions post-Kadhafi au Sahel, au Kofi Annan Peacekeeping Training Centre (KAIPTC) à Accra pour discuter des troubles politiques croissants au Sahel. Elle fut aussi interviewée à la télévision suédoise sur les élections présidentielles maliennes (26 juillet 2013).

5 Pour une réflexion critique sur les images médiatiques de l'Afrique, voir Hagberg, 2012.

Ainsi, nous avons pu souligner les contradictions du processus démocratique au Mali et particulièrement celles concernant la dynamique des partis politiques. Nous avons aussi analysé la politique de consensus du président Touré de même que les relations complexes entre les Touaregs et l'Etat malien (Hagberg et Körling, 2012).

La lecture des articles et des éditoriaux des journaux nous informa sur le débat public à Bamako et sur les divisions entre les partisans et les opposants au coup d'Etat. Ceci se retrouvait non seulement dans les divisions de la classe politique malienne mais aussi dans les médias. Il y avait deux lectures radicalement différentes du coup d'Etat et la classe politique était divisée en deux camps. Un camp était composé des partis politiques⁶, des syndicats et des associations qui s'opposaient au coup d'Etat qui se rassemblèrent bientôt dans le Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la république (FDR). L'autre camp était composé d'organisations et de partis politiques, dont le parti de gauche d'Oumar Mariko Solidarité africaine pour le développement et l'indépendance (SADI), qui formèrent le Mouvement populaire du 22 mars 2012 (MP-22) qui soutenait le coup et « accompagnait politiquement » la junte dans ses efforts de « rétablissement de la démocratie » (Hagberg et Körling, 2012 : 118). Cette polarisation de la classe politique apparaissait clairement dans les journaux basés à Bamako, spécialement dans les éditoriaux. Des éditoriaux critiques présentaient le coup comme un sérieux revers pour la démocratie ; d'autres, supportant le coup d'Etat, pointaient la mauvaise gestion du président Touré dont le régime était associé à la corruption et au népotisme. A son tour, la junte joua sur un mécontentement populaire durable contre la classe politique pour légitimer le coup (van de Walle, 2012 : 12). En même temps que l'image internationale du Mali se défaisait rapidement, le débat public à Bamako était centré sur les échecs du régime du Président Touré et, plus généralement, sur celui de la classe politique.

La perspective d'une intervention extérieure était aussi abondamment discutée et spécialement le rôle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui fut à Bamako le principal médiateur dans la crise politique qui suivit le coup d'Etat. Les opposants à l'intervention extérieure furent les plus bruyants. Quoi qu'il en soit, le soutien à cette opposition disparut lorsque la violence qui continuait dans le nord commença à se répandre dans le sud. Finalement, les médias basés à Bamako s'unirent pour rejeter les prétentions du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et ensuite les mouvements islamiques (AQMI, MUJAO, Ansar Dine).

En définitive, l'écriture de l'article nous permit d'apporter des éclairages majeurs sur la circulation des représentations et des stéréotypes dans les discours maliens locaux à une période où on leur accordait peu d'attention. Certains aspects pourraient aujourd'hui apparaître « datés », mais ils donnent cependant une idée de l'ambiance qui régnait dans les mois qui suivirent le coup d'Etat. Il apparut que pour comprendre la crise actuelle il nous fallait prêter plus d'attention aux aspects contextuels et historiques de la crise ainsi qu'aux dynamiques politiques nationales actuelles et passées. Ce sont des constats que nous pouvions réintégrer dans notre projet de recherche à travers une

6 Il faut noter que les plus grands partis politiques comme l'ADEMA, l'URD CNID, le RPM, l'UDD et le PARENA condamnèrent le coup.

reformulation partielle des questions de recherche incluant l'impact de la crise politique sur les municipalités. Ce sera le point développé dans la section suivante.

Les municipalités maliennes et la crise

Depuis le début du projet, l'approche méthodologique incluait un travail d'équipe. Basé sur nos précédentes enquêtes de terrain individuelles de longue durée au Burkina Faso et au Niger, nous décidâmes que les dimensions comparatives de la recherche ne pourraient se réaliser qu'à travers un travail d'équipe systématique. Pour l'enquête de terrain au Mali, nous avons déjà décidé de travailler ensemble dans les deux communes avec deux étudiants en anthropologie de l'Université de Bamako comme assistants de recherche. Cette approche nous aida à développer un esprit d'équipe un peu dans la même veine que ce que propose la méthode ECRIS (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1997) et de ce que nous avons mis en œuvre dans nos précédentes enquêtes dans ces municipalités (Hagberg *et al.*, 2009). Nous formions ainsi une équipe de deux anthropologues suédois et deux étudiants maliens en anthropologie qui travaillaient chaque jour sur différents aspects de la vie municipale et qui se rassemblaient le soir pour discuter des résultats de la journée d'enquête.

Dès le début, nous avons décidé de ne pas travailler au nord du Mali et de rester dans la région de Koulikoro, notamment dans les communes de Kiban (Cercle de Banamba) et Kalaban-coro (Cercle de Kati). Ainsi, nous évitions que le travail d'enquête soit exposé aux problèmes de sécurité qui affectaient le Nord. Après le coup d'Etat du 22 mars 2012 ces précautions méthodologiques s'avèrent fort importantes. Nos assistants maliens pour qui le travail et la circulation dans les municipalités n'étaient pas dangereux continuèrent les enquêtes de terrain en octobre-novembre 2012. Ils étaient bien connus sur place et familiarisés avec les deux localités. Aussi, nous leur demandâmes de se centrer sur les effets de la crise dans chaque commune. Après quoi, ils firent leur rapport et transcrivirent tous les entretiens. Ces entretiens avec les acteurs politiques des communes ont montré la manière dont les services publics et les conseils municipaux ont continué à fonctionner malgré le coup d'Etat.

Bien que nous ne pouvions pas voyager nous-mêmes au Mali, nous pouvions grâce à nos assistants de recherche avoir des informations sur la vie municipale. Il faut noter qu'à cette époque, voyager dans ces régions du Mali n'était pas considéré dangereux pour eux et en aucune manière nous n'aurions mis nos assistants en situation de danger. Mais c'était considéré dangereux pour les étrangers et les Européens en particulier. Avant et après l'intervention militaire internationale en janvier 2013, la situation était cependant différente et on déconseillait à tout le monde de voyager dans le pays. D'ailleurs, de manière intéressante, quand on suivait les derniers reportages en janvier-février 2013, c'était souvent les maires qui étaient les premiers à faire des commentaires publics aux médias internationaux quand les villes étaient libérées par les troupes françaises. Dans ce contexte, le suivi de terrain à Kalaban-coro et à Kiban par nos assistants de recherche maliens permit une mise en perspective utile de la situation malienne. Il nous donnait des renseignements précieux sur la manière dont ces communes « se débrouillaient » lorsque les ONGs les avaient abandonnées. La solidarité des ressortissants devenait ainsi beaucoup plus évidente. L'arrivée de l'aide humanitaire ouvrit des nouvelles possibilités aux communes.

En mars 2013, nous pûmes enfin revenir à Bamako. A notre retour, nous étions capables de reprendre le travail de nos assistants. Cependant, vu les conditions de sécurité, nous fîmes notre enquête à Kalaban-coro, une commune rurale mais intégrée à l'agglomération urbaine de Bamako. Nous avons poursuivi l'enquête sur les délimitations du foncier urbain et nous fîmes des entretiens avec des acteurs politiques avec lesquels nous avons déjà travaillé en 2011. Nous n'avons pas repris notre enquête dans la commune de Kiban. Mais comme de nombreux originaires de Kiban vivaient à Bamako, nous fûmes en mesure de rencontrer des acteurs importants de Kiban, comme le maire et le secrétaire général de la municipalité, ainsi que plusieurs membres des deux principales associations de ressortissants.

Les résultats de notre enquête en mars 2013 combinés avec les rapports de recherche de nos assistants concluaient qu'en dépit de la tourmente politique au niveau national, les communes continuèrent à fonctionner, bien qu'avec quelques dysfonctionnements liés à l'interruption des flux financiers en provenance de l'Etat. Les communes ont aussi dû faire face à l'interruption des projets de développement et à la suspension de la coopération pour le développement consécutive au coup d'Etat. Cependant, de nouveaux acteurs du développement étaient entrés en scène, particulièrement à Kalaban-coro où des acteurs de l'humanitaire fournissaient un appui aux populations déplacées du Nord. Il semble qu'il y ait eu à la fois un fort soutien aux acteurs du coup d'Etat et une critique du coup. Pendant ce temps, les partis politiques avaient été plus ou moins discrédités. Le terrain en mars 2013 fut aussi l'occasion de redéfinir l'enquête de terrain de nos assistants de recherche, au cours de laquelle ils auraient à conduire des entretiens en profondeur sur certaines questions précises. Plus tard, nous fûmes en mesure de refaire du terrain pendant les élections présidentielles en juillet-août 2013 et de continuer la recherche sur les politiques municipales⁷. Toutes ces enquêtes avaient pour but d'approfondir les matériaux ethnographiques qui devaient être mis en perspective comparative.

Pour résumer, notre tentative de nous centrer sur les informations médiatiques et les déclarations publiques sur la tourmente politique malienne, afin de faire ressortir les lignes de clivage et de conflit et de montrer comment les acteurs politiques se positionnaient, fut renforcée par des enquêtes de terrain menées par nos assistants de recherche et, un an plus tard, par une enquête centrée sur la capitale malienne. La tourmente sociopolitique au Mali a été qualifiée par certains observateurs de cauchemar. Et pourtant, les politiques municipales ont continué dans un contexte national et international menaçant. La continuité et la rupture de la vie politique municipale – et particulièrement pour ce qui concerne l'opposition socio-politique – seront analysées dans de futures publications. Dans cet article, nous nous sommes intéressés aux problèmes méthodologiques qui se posent quand le terrain devient inaccessible. En conclusion, nous voudrions revenir sur la question « du terrain » comme fondement épistémologique de la construction du savoir dans l'anthropologie contemporaine.

7 Sten Hagberg et Bintou Koné menèrent des enquêtes en juillet-août, en octobre 2013 et en janvier et en juin 2014.

Qu'est-ce qui détermine la légitimité du savoir anthropologique ?

Dans l'introduction de l'ouvrage *Anthropology under fire : Contemporary studies of violence and culture*, la question de ce qu'il convient de faire quand on est confronté de manière inattendue à la violence est posée. Quelle stratégie de recherche devrait-on choisir ? Est-ce que le chercheur devrait continuer son programme initial comme si de rien n'était, rentrer chez lui ou étudier la nouvelle situation ? (Nordstrom et Robben, 1997 : 16). Dans cet article, nous avons décrit ce que nous avons fait empiriquement pour tirer le meilleur parti d'une situation impossible pour l'enquête de terrain. Au-delà des circonstances particulières du contexte de recherche que nous avons affronté, nous pensons que notre expérience dessine une approche alternative de l'enquête quand le terrain est devenu inaccessible à cause de troubles ou de violences politiques.

Le terrain peut être inaccessible au chercheur du fait des contraintes institutionnelles qui l'empêchent de s'y rendre pour des raisons de sécurité et de couverture d'assurance. Le terrain peut aussi être inaccessible par décision personnelle de ne pas s'exposer au risque de violence ou de prise d'otage. Dans tous les cas, nous pensons qu'il existe un moyen terme permettant de faire face à l'inaccessibilité d'un terrain. En effet, s'il est nécessaire de prendre en compte l'éclatement d'un conflit, d'une situation de violence ou d'une crise politique dans la conduite d'un programme de recherche, cette prise en compte peut se faire de manières différentes.

Le terrain et tout ce qu'il implique – la relation d'enquête avec les gens étudiés, les entretiens et l'observation participante, les conversations informelles et le fait d'être là, les différents degrés d'immersion dans un contexte local spécifique – sont au cœur de l'anthropologie. Avoir accès au terrain est la condition *sine qua non* de l'enquête anthropologique. Cette centralité de l'enquête de terrain persiste même si les conceptions traditionnelles du terrain comme entité bien délimitée ont été mises en cause afin de permettre une plus grande flexibilité et réflexivité dans l'identification ou la délimitation du « terrain » (voir par exemple Gupta et Fergusson, 1997 ; Leservoiser, 2005). La construction même du « terrain » est en réalité une implication active dans des questions méthodologiques et conceptuelles en rapport dialogique avec les matériaux ethnographiques. Pour l'exprimer simplement, « le terrain » n'existe pas « là-bas », car il est – et doit être – construit par la conceptualisation méthodologique du chercheur (Amid, 2000 ; Leservoiser, 2005 ; Sluka et Robben, 2007). Sluka et Robben vont jusqu'à affirmer que :

when researchers more frequently conduct long-term or diachronic fieldwork in the same location over many years and several field trips, and where the physical distance between 'home' and 'the field' is largely ameliorated by instantaneous means of electronic mass communication, this simple dichotomy between being 'in the field' and then leaving no longer holds sway. (2007 : 25)

De même, parfois, le terrain est inaccessible et dès lors inatteignable pour faire de l'observation ethnographique de première main, parfois il ne l'est pas. L'inaccessibilité advient souvent au moment-même où l'observation anthropologique, à la recherche des logiques culturelles qui traversent les pratiques politiques quotidiennes, est plus nécessaire que jamais à la compréhension de la culture politique nationale.

Avec le coup d'Etat du 22 mars 2012, nous avons choisi de faire une analyse des médias comme complément à d'autres approches ethnographiques. Ce fut utile pour notre propre compréhension de la situation, et nous avons ainsi contribué au débat public et à la recherche anthropologique sur la crise malienne. Nous irons même jusqu'à affirmer qu'une analyse anthropologiquement fondée des *mass media* peut ouvrir sur de nouvelles interprétations. De fait, une telle analyse est une entreprise anthropologique quelque peu différente – ce n'est pas seulement « la deuxième meilleure » option – elle fait partie d'une approche plus large de la recherche anthropologique. Dans son étude du débat public consécutif à l'assassinat de Norbert Zongo (journaliste et directeur du journal hebdomadaire *L'Indépendant*), Hagberg (2002) suggère que pour comprendre la culture politique spécifique d'un pays, il faut procéder à une analyse ethnographique de la politique qui permette de saisir les logiques socioculturelles qui sous-tendent la politique nationale. La force d'une analyse anthropologique des *mass media* est qu'elle peut être combinée à une analyse ethnographique fine du débat public. Dans la recherche actuelle au Mali, nous n'avons pas prévu de faire une analyse systématique des *mass media* : c'est la crise politique qui nous l'a imposée. Néanmoins, cette analyse apporta des éclairages nouveaux sur les interactions entre questions locales, nationales et internationales dans le débat public malien. Nous avons aussi cherché à engager nos assistants de recherche dans le processus de production ethnographique. Nous avons pu produire des instructions détaillées pour le suivi des enquêtes dans les municipalités de Kalaban-coro et Kiban. Ces périodes d'enquête leur fournirent aussi l'occasion de construire leur propre projet de master⁸.

Finalement, nous avons réalisé une « enquête de terrain à longue distance » avec tous les défis méthodologiques que cela suppose, atténués malgré tout grâce aux contacts continus par courriers électroniques et réseaux sociaux. C'était loin d'être une situation idéale, mais elle a généré pourtant des matériaux ethnographiques forts intéressants. Et quand, enfin, nous pûmes revenir au Mali en mars 2013, nous avons pu compléter l'analyse des *mass media* et « l'enquête de terrain à longue distance » par des enquêtes anthropologiques méthodologiquement plus conventionnelles. Simultanément, nous poursuivîmes l'étude de la politique nationale ainsi que l'enquête « à longue distance » à travers le suivi des projets de masters des assistants de recherche.

Ce que nous appelons ici « enquête de terrain à longue distance » éclaire tout particulièrement le rôle de l'anthropologue. En tant qu'anthropologues européens, nous avons vu nos terrains devenir inaccessibles du fait de la tourmente politique mais, pendant ce temps, nos assistants de recherche maliens pouvaient continuer à faire de l'enquête de terrain sans s'exposer aux mêmes risques. Cette situation fut d'abord vécue comme embarrassante. En effet, en tant qu'anthropologue, on est habitué à faire de l'enquête de terrain et à documenter empiriquement ce qui se passe, que « le terrain » soit un mouvement de chasseurs, l'Etat local ou un rituel politique. Dans un contexte

8 Traoré, N'gna 2013. « Formes et modes d'expression de l'opposition sociopolitique locale dans la gestion municipale des ressources : cas de la commune rurale de Mountougoula (cercle de Kati) ». Mémoire de diplôme d'études approfondies, Anthropologie du changement social et du développement. Université des sciences juridiques et politiques de Bamako ; Koné, Bintou, en préparation. « Parenté et politique chez les Soninké : La commune de Kiban en quête de légitimité ». Mémoire de diplôme d'études approfondies, Anthropologie du changement social et du développement, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako.

où l'anthropologue est elle-même, ou lui-même, le principal outil méthodologique de la discipline, un problème grave apparaît quand l'engagement qu'implique l'enquête de terrain n'est plus possible (voir Hagberg et Ouattara, 2012 ; Laurent, 2012). Nous avons trouvé que l'utilisation combinée des *mass media*, des réseaux sociaux, de l'enquête de terrain poursuivie par nos assistants de recherche et finalement de courtes périodes d'enquêtes dans la capitale, débouchaient sur une autre forme de conceptualisation du « terrain » et des « relations d'enquête ». Plutôt qu'un anthropologue interviewant et observant en solitaire, nous avons formé une équipe travaillant de concert en échangeant des idées et des informations. Ainsi, l'enquête n'est plus l'affaire d'un seul anthropologue mais devient l'affaire d'une équipe ; l'approche est différente mais l'anthropologie demeure centrale dans ce nouveau contexte de recherche. Nous pensons vraiment que ce dispositif de recherche anthropologique doit être poursuivi.

Il y a certes des thèmes de recherche qui se prêtent mieux à une telle enquête de terrain à longue distance. Dans le cas de notre étude, il est évident qu'une anthropologie de l'Etat ou de la politique des partis a plus d'accès aux matériaux ethnographiques dans les *mass media* et les réseaux sociaux que d'autres thèmes de recherche, comme par exemple une anthropologie du rituel villageois. Mais en même temps, l'enquête de terrain à longue distance que nous proposons ici met en avant la collaboration avec les collègues sur place. En effet, la collaboration d'anthropologues localisés sur différents sites d'observation ethnographique pourrait donner une nouvelle forme du savoir de notre discipline.

Notre propos ne donne nullement un argument justifiant des futurs *armchair anthropologists*, dont l'expertise proviendrait uniquement de leur longue familiarité avec les « matériaux empiriques » récoltés sur le web. En effet, nos connaissances de l'ethnographie générale du Sahel et nos expériences de première main de l'enquête de terrain sur la politique locale furent indispensables pour fournir les grilles d'analyse de la crise malienne. Nos interventions dans les médias se basaient sur une connaissance ethnographique approfondie du Sahel. La posture de l'anthropologue sollicité en tant qu'expert dans les *mass media* est néanmoins bien différente de celle du chercheur. Il s'agissait ici de commenter et d'analyser les événements en cours et les perspectives « à la une » sur base d'un savoir contextuel de longue durée, sans toutefois avoir été sur le terrain directement avant. Dans ce cas de figure, le questionnement (plutôt que l'affirmation) est de mise.

Nos assistants de recherche continuent leurs enquêtes de terrain dans le cadre du projet de recherche et nous continuons l'analyse comparative en nous appuyant sur des données empiriques recueillies au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En d'autres termes, bien que non planifiée initialement, nous pensons que cette recherche n'est pas seulement « la deuxième meilleure option » à mettre en œuvre quand le terrain est inaccessible. Bien au contraire, cette recherche repose sur une autre sorte de stratégie méthodologique qui est susceptible de produire une analyse anthropologique d'un type sensiblement différent.

Nous avons essayé de montrer que le fait de choisir de ne pas aller sur le terrain n'exclut pas toute possibilité d'analyse de la situation et ne signifie pas que l'on ne peut pas incorporer ces développements inattendus dans un projet de recherche en cours. Nous affirmons que la production du savoir anthropologique ne devrait pas être limitée à l'interprétation d'observation ethnographique de première main. De plus, il y

a un danger à attribuer automatiquement à l'enquête de terrain l'autorité indiscutable que confère le fait « d'avoir été là ». Il y a aussi un danger à réduire la discipline anthropologique à la méthode de l'observation participante car cela peut empêcher de considérer sérieusement d'autres sortes de matériaux empiriques⁹. A plus long terme, cela pourrait conduire à la marginalisation de l'anthropologie dans un « media-scape » mondial qui donne la priorité à l'analyse rapide et la production d'experts, souvent sur des bases douteuses, plutôt qu'aux connaissances empiriquement fondées de l'anthropologie.

Références citées

- ABÉGA, Séverin C. (éd.), 2003. *La violence endémique en Afrique*, numéro spécial du *Bulletin de l'APAD*, 25.
- AMIT, Vered. (éd.), 2000. *Constructing the field : Anthropological fieldwork in the contemporary world*. Londres : Routledge.
- BIERSCHENK, Thomas et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, 1997. « ECRIS : Rapid collective inquiry for the identification of conflicts and strategic groups », *Human Organization*, 56 (2), pp. 238-244.
- BOUJU, Jacky et Mirjam DE BRUIJN (éds), 2008. *Violences sociales et exclusions : le développement social en Afrique en question*, numéro spécial du *Bulletin de l'APAD*, pp. 27-28.
- GRUÉNAIS, Marc-Eric, 2012. « L'anthropologie sociale est-elle inapplicable ? L'exemple d'une "socio-anthropologie" dans les programmes de santé publique », *Bulletin de l'APAD*, 34-36, pp. 61-79.
- GUPTA, Akhil et James FERGUSON (éds), 1997. *Anthropological locations : Boundaries and grounds of a field science*. Berkeley, Los Angeles : University of California Press.
- HAGBERG, Sten, 2002. « "Enough is enough" : An ethnographic account of the struggle against impunity in Burkina Faso », *The Journal of Modern African Studies*, 40 (2), pp. 217-246.
- , 2009. « Inventing and mobilizing the local : Decentralisation and citizen participation in West Africa », *Bulletin de l'APAD*, 31-32, pp. 3-34.
- , 2012. Ifrågasätt svenska mediebilder av Afrika. Second Opinion [en ligne], 9 mai 2012, consulté le 8 juin 2013, disponible sur : <<http://www.second-opinion.se/so/view/2590>>.
- HAGBERG, Sten, Yaouaga Félix KONÉ et Karin ELFVING (en collaboration avec B. KONÉ, N. TRAORÉ et M. DIALLO), 2009. *Analyse sociale au Mali : inclusion et exclusion à travers les opportunités du travail et de l'emploi*. Uppsala : Swedish International Development Cooperation Agency.
- HAGBERG, Sten et Gabriella KÖRLING, 2012. « Socio-political turmoil in Mali : The public debate following the coup d'Etat on 22 March 2012 », *Africa Spectrum*, 47 (2-3), pp. 111-125.
- HAGBERG, Sten et Fatoumata OUATTARA, 2012. « Introduction : Engaging anthropology for development and social change », *APAD Bulletin*, 34-36, pp. 9-28.
- KOVATS-BERNAT, J. Christopher, 2002. « Negotiating dangerous fields : Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror », *American Anthropologist*, 104 (1), pp. 208-222.
- LAURENT, Pierre-Joseph, 2012. « Engager l'anthropologie du développement à prendre en compte le malaise postcolonial », *Bulletin de l'APAD*, 34-36, pp. 29-60.
- LESERVOISIER, Olivier, (éd.), 2005. *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales : retour réflexif sur la situation d'enquête*. Paris : Karthala.

9 Pour une discussion passionnante sur ce point dans le champ de l'anthropologie médicale, voir Gruénais, 2012.

- NORDSTOM, Carolyn et Antonius C.G.M. ROBBERN (éds), 1997. *Anthropology under fire : Contemporary studies of violence and culture*. Berkeley : University of California Press.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, 2005. « Classic ethnology and the socio-anthropology of public spaces : New themes and old methods in European African studies », *Africa Spectrum*, 40 (3), pp. 485- 497.
- RICHARDS, Paul (éd.), 2005. *No peace, no war : An anthropology of contemporary armed conflicts*. Londres, New York : James Currey.
- ROBBEN, Antonius C.G.M. et Jeffrey A. SLUKA (éds), 2007. *Ethnographic fieldwork : An anthropological reader*. Malden, Oxford : Blackwell.
- SLUKA, Jeffrey A. et Antonius C.G.M. ROBBERN, 2007. « Fieldwork in cultural anthropology : An introduction », in Antonius C.G.M. Robben et Jeffrey A. Sluka (éds), *Ethnographic fieldwork : An anthropological reader*, pp. 1-29. Malden, Oxford : Blackwell.
- SVERIGES RADIO, 23 mars 2012. Studio Ett : Mali, consulté 8 juin 2012, disponible sur : <<http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=1637&artikel=5032140>>.
- SVERIGES RADIO, 22 août 2012. Kidnappad svensk i Mali : förhandlingar pågår, consulté le 8 juin 2013, disponible sur : <<http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=83&artikel=5240450>>.
- SVERIGES RADIO, 14 janvier 2013. Studio Ett : Situationen i Mali, consulté le 22 janvier 2013, disponible sur : <<http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=1637&artikel=5408377>>.
- SVERIGES RADIO, 29 janvier 2013. Situationen i Mali, consulté le 8 juin 2013, disponible sur : <<http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=1637&artikel=5424868>>.
- SVERIGES TELEVISION, 26 juillet 2013. Gomorron Sverige. Val i Mali, consulté le 13 septembre 2013 : <<http://www.svtplay.se/klipp/1363617/val-i-mali>>.
- SVERIGES TELEVISION, 29 juillet 2013. SvT Nyheter : Framgångsrikt val i Mali, consulté le 15 août 2013, disponible sur : <http://www.svt.se/nyheter/varlden/framgangsrikt-val-i-mali?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Svtse-Utrikesnyheter+%28svt.se+-+Utrikesnyheter%29>.
- VAN DE WALLE, Nicolas, 2012. « Foreign aid in dangerous places : The donors and Mali's democracy », WIDER Working Paper, 61. Helsinki : UNU-WIDER.